



La dissolution du 9 juin a marqué un tournant. L'extrême droite et le danger qu'elle représente sont aux portes du pouvoir et l'Ecole a tout à y perdre.

Certes, depuis des décennies l'Ecole – et les services publics en général - souffrent et peinent de plus en plus à se relever des réformes délétères. Ainsi, le premier quinquennat Macron a déjà fortement dégradé les conditions de travail - pour preuve sa gestion calamiteuse du COVID. Exit le "dialogue social" : les pseudo-concertations se succèdent, mais tout est déjà décidé d'avance. Le recrutement est devenu difficile, les burn-out et départs du métier sont en constante augmentation. Le travail de Blanquer a laissé un champ de ruines... et est salué par Marine Le Pen, signe incontestable de la convergence entre les deux partis. De la valse des ministres qui lui ont succédé retenons aussi le passage éclair d'Attal et son « Choc des savoirs », glissement non dissimulé vers le programme de l'extrême droite à qui il a servi de marchepied.

Et ce n'est pas fini, car le pire est possible et à craindre. Entre les priorités des personnels et celle du RN le fossé est profond et au vu de son programme, la rupture est incontournable.

L'autorité, l'ordre et la discipline sont au cœur du projet. Bien loin de l'école émancipatrice c'est une véritable **ségrégation sociale** qui va se mettre en place :

■ **Orientation précoce dès le CM2, passage en 6ème conditionné par un examen** : on sait que l'échec scolaire est corrélé au niveau de revenus et de diplômes des parents, au mal logement, aux familles nombreuses et aux familles monoparentales. Il est évident que les enfants issus de familles défavorisées seront les principaux concernés par ces orientations précoces à l'entrée au collège. Alors que le RN drague les votes ouvriers, il va les poignarder dans le dos en écartant leurs enfants d'un collège unique et en limitant leurs opportunités d'études. Pas de doute : pour le RN, un bon enfant d'ouvrier, c'est un enfant qui reste dans sa classe sociale

■ **Recentrage des programmes sur les fondamentaux et l'histoire de France, fin de l'enseignement des langues régionales** : mesures totalement déphasées avec la réalité, lire écrire et compter sont déjà au cœur du quotidien des élèves. Quant à l'obsession pour l'histoire de France et la chronologie, cela démontre une certaine vision de la culture et de la société en général : mener des troupes dociles vers une idéologie toujours plus rance et intolérante.

■ **Mise au pas des enseignant-es** «renforcement de l'exigence de neutralité absolue (sic) des membres du corps enseignant en matière politique, idéologique et religieuse vis-à-vis des élèves qui leur sont confiés », un «accroissement du pouvoir de contrôle des corps d'inspection en la matière»: Le programme du RN prévoit qu'ils deviennent de simples exécutants confirmant la perte totale de toute liberté pédagogique. En cas de désobéissance Roger Chudeau le « Monsieur Education » de l'extrême droite prévoit déjà des sanctions.

■ **Augmentation du nombre d'heures de cours en primaire** pour acquérir les connaissances fondamentales en lecture, en écriture et en calcul. Le RN déclare que le nombre d'heures de cours à l'école primaire n'a cessé de diminuer (-20 % depuis 1966). " La France est déjà l'un des pays de l'UE comportant le plus d'heures de cours annuelles. Moyenne européenne 744 heures/an, en France c'est 864. D'autres pays font largement mieux avec moins d'heures. Il faut revoir avant tout le taux d'encadrement des élèves pour avoir des classes moins chargées et revoir les salaires pour attirer et conserver les professeur-es en poste

■ Aux antipodes des revendications de la CGT, l'inquiétude est forte face à ces dérives : les classes populaires seront les premières à en payer les pots cassés. **L'école est le reflet de notre société et un pilier pour la jeunesse. Quel avenir leur offrir si le repli sur soi devient le cœur du projet du prochain gouvernement ?** Tout cela ne pourra mener qu'à une inexorable effondrement de notre service public d'Education, tenu pour l'instant par des personnels impliqués et compétents. Toute tentative de mouvement social sera sévèrement réprimée et le métier déjà en souffrance perdra tout son sens.



Alors l'heure est à la mobilisation ! Elle doit être forte et à la hauteur des enjeux !

